http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article744



- Fondation Copernic 31 -



Date de mise en ligne : dimanche 24 juillet 2016

Copyright © Universite Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Voici le dernier article de L'UPT et la Fondation Copernic sur le mouvement social commencé le 9 mars. Ce n'est pas un bilan au sens où nous revisiterions tous les moments forts et énoncerions quelques idées essentielles, quelques leçons.

Ceci est plutôt un état des lieux avant la reprise des hostilités le 15 septembre. Le bilan viendra le moment venu et il faudra le faire avec les acteurs du mouvement social.

Un mouvement toujours populaire et qui s'est inscrit dans la durée

A la fin juin, près de cinq mois après son démarrage, 60% des français considèrent, au vu des derniers sondages, que le mouvement de protestation contre la loi travail est justifié. Pour un mouvement social que d'aucuns, le gouvernement en particulier, prétendaient à bout de souffle, ce chiffre est impressionnant. <u>lire ici</u>] La montée en épingle des violences de rue avec l'instrumentalisation, ad nauseam, de quelques bris de vitres à l'hôpital Necker, les menaces et violences policières contre les manifestants, les fouilles et contrôles de masse, la "scénarisation artificielle" d'un affrontement de personnes entre Valls et Martinez pour briser le front syndical, la curée des éditorialistes et bien-pensants (les "Chiens de garde") contre le mouvement social <u>lire ici</u>, rien n'y fait : le rejet de la loi El Khomri est toujours aussi actif (à défaut d'être massif) ; et il s'inscrit dans la durée.

La manifestation nationale du 14 juin à Paris, qui a rassemblé des centaines de milliers de manifestants (cinq heures après le départ des premiers manifestants, la queue de cortège était toujours place d'Italie - pour qui connait les manifestations parisiennes, il s'agit d'un constat sans appel sur le haut niveau de participation), est l'expression même d'un mouvement qui dure. A Toulouse, si le nombre de manifestants a connu des variations sensibles, jamais celui-ci n'est tombé en dessous des 10 000 malgré une bonne douzaine de manifestations ; la répétition n'a pas provoqué la désertion...lire ici

Et rendez-vous est d'ores et déjà pris pour de nouvelles manifestations à la mi-septembre.

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH267/ers 5925 b is-6a49c-a3848.jpg

photo bastmag

Le privé en première ligne

Il semblait acquis, depuis plus de 20 ans maintenant, que le secteur public était le moteur du mouvement social et on parlait de "grève par procuration" : les salariés du public, "protégés" par leur statut, serviraient de pointe avancée de la mobilisation en évitant ainsi aux salariés du privé d'être sous la menace de la répression patronale. Cette "petite musique", pas totalement sans fondements par ailleurs, avait trouvé ses premières limites lors du mouvement social sur les retraites en 2010 avec la mobilisation des raffineries, en pointe sur le mouvement (se reporter au film de Carmen Castillo "On est vivants" sur la grève à Donges). Le mouvement en cours montre que c'est bien le secteur privé qui aujourd'hui est en première ligne (cf. le reportage dans la manifestation du 14 juin à Paris - lire ici et que le secteur public ne s'est que relativement mobilisé (les "gros bataillons" du secteur public n'ont pas ou peu "battu le pavé"). Certains salariés du public ont bien été présents dans la rue et de manière visible ; et un des syndicats représentatifs du secteur de l'enseignement, la FSU, a bien été présent et actif dans l'intersyndicale ; mais aucun espace spécifique ne semble s'être dégagé pour que le secteur public "entre dans la danse". Pourtant, les conséquences pour les salariés du public d'une éventuelle entrée en application de la loi Travail sont avérées au travers du démantèlement des cadres référents de la division du travail. On en reparlera à coup sûr dans les années qui viennent car le recul des droits dans un secteur (le privé) préfigure sans aucun doute ce qui va advenir dans l'autre (le secteur public). Il n'est que de voir comment le "lean management", issu de l'industrie manufacturière a

imposé ses lois dans le secteur administratif privé pour aujourd'hui faire des "ravages" dans l'administration publique ; le cycle de conférences 2015/2016 sur le travail de l'Université Populaire de Toulouse a particulièrement bien rendu compte de ce phénomène.

L'unité syndicale - Un point fort du mouvement

A coup d'éditoriaux, de manchettes racoleuses (Martinez vs Valls), de provocations policières, de mises en scène médiatiques, ils auront tout essayé. Ils ont aussi distribué des enveloppes (pour les chercheurs par exemple ou bien encore pour les étudiants), cédé pour certaines revendications en créant des brèches sectorielles dans le projet de loi (la rémunération des heures supplémentaires pour les chauffeurs routiers), rien n'y a fait. La cassure, recherchée, de l'unité syndicale n'a pas eu lieu. CGT, FSU, Solidaires, syndicats étudiants sont restés unis tous au long de ce printemps et de ce début d'été. Ce fait est d'autant plus notable qu'il faut remonter au mouvement de 1995 pour retrouver cette situation. Il faut dire que la riposte est à hauteur du contenu de la loi El Khomri qui, par son article 2 (la "fameuse" inversion de la hiérarchie des normes), remet fondamentalement en cause un des piliers de l'architecture sociale héritée de dizaines d'années de lutte syndicale et politique. La réponse syndicale à cette loi scélérate est donc à la hauteur de l'enjeu. Chacune à leur manière, les organisations syndicales de rupture, que nombre d'initiatives toulousaines trouvent côte à côte (contre l'état d'urgence, pour les libertés publiques, contre l'extrême droite), auront joué leur rôle dans ce mouvement (la CGT, en particulier, avec un fort niveau de mobilisation de ses militant-e-s).

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH300/dsc05510-a 8644.jpg

Grève générale ou généralisation des grèves

Il faut noter, dans ce mouvement décidément un peu particulier (voir ci-après), une sorte de paradoxe. Une analyse attentive de celui-ci, une sorte de « bruit de fond », laisse à penser que, « pour une fois », ce ne seraient pas les bureaucraties syndicales qui auraient bloqué toute volonté de généralisation du mouvement mais que cela viendrait de la base qui ne suivrait pas... En fait, nous payons cher des années de désyndicalisation, de repli syndical au niveau du terrain. Le paritarisme, auquel semblent s'être largement ralliées les principales confédérations syndicales, est dévoreur de cadres et militants syndicaux. « Englué-e-s » dans les négociations interminables, mangé-e-s par la « réunionite », les meilleur-e-s des miltant-e-s sont sans doute devenus des experts en négociation mais ont souvent perdu contact avec la base. Le patronat l'a bien compris qui multiplie les instances de négociation. Il vaut mieux un syndicaliste autour d'une table que dans l'atelier... Les sections syndicales, qui devraient être le fer de lance de la mobilisation sont, souvent, en sommeil. Et vidées de leurs cadres syndicaux. Or, c'est par la base, au niveau des sections d'entreprise, que les mouvements de grève générale naissent et prennent, éventuellement, de l'ampleur. Ca a été le cas en 1936 avec le démarrage de la grève aux usines Latéocère et en 1968 à Sud Aviation. Le congrès de la CGT 2016 de Marseille a bien lancé un appel à la généralisation de la grève, mettant ainsi le doigt sur les faiblesses que nous énumérons plus haut. Combien d'AG se sont tenues ces derniers mois dans les boites ? Combien de débats et de votes sur les modes d'actions ? Très peu.

On a, par contre, pu constater qu'il existe un noyau dur de militants, syndicalistes mais pas seulement, actifs, très mobilisés (on les a retrouvés, quelque soit l'heure et le jour, dans les actions du collectif « Y a pas d'arrangements », dans les opérations de blocages de l'aéroport, des dépôts de carburant, des zones industrielles) assurant par leur énergie une actualité sans cesse renouvelée du mouvement social. Ni grève générale, ni généralisation des grèves et pourtant un mouvement qui dure, qui ne génère pas de découragement, qui continue à mobiliser ; vivement septembre pourrait-on presque écrire tellement l'envie d'en découdre, de résister semble intacte. Il faut vraiment que la situation soit exceptionnelle pour que ces constats puissent être effectués sans peur de se tromper...

La jeunesse en retrait

Sans revenir à 68 et aux années 70, certains des derniers mouvements sociaux d'ampleur (et victorieux) comme ceux contre le CIP (1994) et le CPE (2006) avaient vu la jeunesse scolarisée descendre massivement dans la rue. On aurait pu penser que le mouvement contre la loi El Khomri allait, lui aussi, se caractériser par une présence massive de la jeunesse. Or, il n'en a rien été. Quelques mouvements dans les universités et certains lycées, quelques milliers de jeunes scolarisés dans les cortèges ; et c'est tout. Le fait que le gouvernement ait répondu à certaines de revendications spécifiques de la jeunesse scolarisée a sans doute eu un effet démobilisateur « à la source », empêchant ainsi le mouvement de prendre de l'ampleur.

Il convient aussi de s'interroger sur l'état du syndicalisme étudiant, de constater que beaucoup d'étudiant-e-s sont contraint-e-s de travailler pour payer leurs études, que bon nombre d'entre eux et d'entre elles vivent dans la précarité et la peur du lendemain (« De la misère en milieu étudiant » disait on dans les années 70) et envisage probablement leur avenir professionnel non comme des salariés travaillant en usine ou dans un bureau mais comme travailleur autonome, indépendant autour d'activités liées, entre autres, au numérique et à ses dérivés... Ce qui est, peut être, un début d'explication au peu de participation à la mobilisation contre une loi qui a mis le travail salarié au centre des préoccupations.

Des violences de rue qui interrogent

Un gouvernement qui tente d'interdire des manifestations syndicales ; même la droite ne s'y était pas aventurée. Au delà de la criminalisation du mouvement social, à l'œuvre depuis de nombreuses années (fichage généralisé, intimidations, arrestations, violences, emprisonnements, procès...), la dérive autoritaire du gouvernement Hollande/Valls est un des points marquants de ce printemps social. CRS, Gendarmes mobiles, BAC, BRI ont généré, vraisemblablement sur ordre, des situations de violence de rue relativement inédites (en tous cas depuis des dizaines d'années). Leur présence massive, menaçante souvent, devant, derrière, sur les côtés voire au cœur des manifestations, avait pour but de créer une tension permanente favorable aux affrontements. Le "nassage" des manifestants (ce mot, devenu usuel, devrait bientôt entrer dans le dictionnaire...), réservé autrefois à de petits rassemblements, a été mis en œuvre à grande échelle pour créer de la peur, pour dissuader de venir manifester. Mais au delà de cette "pratique de masse", certaines situations comme à Rennes par exemple, ont montré que la répression policière pouvait prendre des formes dignes d'un régime paramilitaire : fouilles et arrestations de masse, policiers et gendarmes tirant avec des armes létales sur "tout ce qui bouge", chasses à l'homme avec des forces de l'ordre se sentant suffisamment protégés par leur hiérarchie (le « permis de tuer » de Sivens est passé par là) pour venir "piocher" des manifestants au milieu des rassemblements, en générant de nombreux blessés graves. Y compris parmi les journalistes, professionnels ou « amateurs », pris comme des cibles privilégiées.

Dans ce contexte, l'attitude d'une partie, minoritaire mais bien réelle, des manifestants doit interroger le mouvement social dans son ensemble (cf. l'article d'Ugo Paulheta dans la revue Le Crieur n° 4). Le slogan "Tout le monde déteste la police" s'avère être "un peu court" et génère plus de confusion qu'il n'offre de réponse à cette situation. A quel titre une partie minoritaire des manifestants (pouvant être considérée, par ailleurs aussi légitime que d'autres), peut-elle s'arroger le droit de décider du tour que doivent prendre les manifestations. Le choix de la violence ne peut être laissé à quelques un-e-s en « embarquant » des milliers de militant-e-s et manifestant-e-s dans des situations d'affrontements non souhaités et qui n'ont pas été débattus collectivement.

De plus, et comme nous l'écrivions déjà dans un texte au mois de mai il serait peut être aussi intéressant, et sans doute important, de nous interroger sur notre rapport aux forces de police durant les mouvements sociaux<u>lire ici</u>. L'article d'Eric Hazan<u>lire ici</u>, auteur de « La dynamique de la révolte » est une approche qui mérite d'être débattue. « La police avec nous! », vaste débat... Mais, en tous cas, on ne peut être sommaire dans cette analyse. La police, au sens générique du terme (c'est-à-dire les forces de police prises comme un « tout »), est, comme tous les corps sociaux, traversée de contradictions, composée d'hommes et de femmes ayant des trajectoires et des origines particulières (fils et filles de prolos, noirs, femmes, arabes, diplômé-e-s de l'enseignement supérieur, etc.). Confrontés à la pression extrême de leur hiérarchie, soumis à des « cadences infernales », quelques fois méprisé-e-s pour leurs origines, « les flics » ne sont pas une garde prétorienne. Et il est bon de se rappeler que dans les années 70-80, le premier syndicat de policiers était la FASP (Fédération Autonome des Syndicats de Police), classée à gauche dans l'échiquier politique de l'époque... Sachons donc être « offensifs » quand il s'agit de nous défendre dans la rue pour le droit de manifester, déterminé-e-s au quotidien quand il faut résister aux contrôles de

masse ou au faciès, mais n'oublions jamais les « piou-pious » du 17ème pendant la révolte des vignerons en 1907 ou bien la Garde Nationale pendant la commune de Paris. « Crosse en l'air et rompons les rangs » : slogan d'avenir ?

Et "Nuits Debout"...?

Né durant le mois de mars, au tout début de la mobilisation contre la loi El Khomri, Nuits Debout a, depuis lors, fait couler beaucoup d'encre. Il est difficile à chaud de se prononcer sur les traces que laissera ce mouvement (jamais de masse mais installé de longues semaines dans le paysage social) qui mériterait une analyse en soi ; mais sa complémentarité avec le mouvement social (on pourrait avancer, sans trop se tromper, qu'il en faisait partie) est avéré. Et ceci pour deux raisons :

- la première est valable partout où se sont constitués des groupes Nuits Debout et traduit que ce mouvement est fondamentalement d'essence politique au sens où les questions posées tout au long des débats sur les places publiques sont celles qui fondent l'action politique (Quelle démocratie ? Quel contrôle démocratique ? Quelles formes de production et de partage des richesses ? Quelle « manière » de vivre ensemble ?) ; et ceci bien au delà d'une « simple » convergence des luttes que certains considéraient comme la (seule ?) justification de ce mouvement ; d'autres, tel Frédéric Lordon, appellent de leur vœux un processus constituant qui serait le débouché politique de Nuits Debout. Le débat est ouvert...
- la seconde, spécialement notable à Toulouse, est celle du lien tissé, aisément en fait (la tradition d'action militante toulousaine est passée par là...), avec les organisations associatives, syndicales et politiques dans le cadre des actions du collectif « Y a pas d'arrangements » ; ces actions, dynamiques et « offensives » (occupation d'espaces publics ou privés) ont révélé une réelle porosité entre les attentes des uns et des autres ; favorisant ainsi la perception, justifiée, d'un ennemi commun clairement identifié : le capitalisme ; ce mouvement pourra-t-il être considéré, dans quelques années (voire quelques mois...) comme un accélérateur de conscientisation politique ? L'avenir nous le dira.

En attendant, le présent a parlé... Certain-e-s, experts, sociologues ou militant-e-s politiques aigris pronostiquant, et ceci depuis des dizaines d'années, la fin des partis, voire des organisations traditionnelles, avaient annoncé, un peu précipitamment, que Nuits Debout devenait la solution ; d'autres, plus prudents, voulaient croire que tout était possible... Il a suffit que Nuits Debout imagine présenter des candidats à la partielle de Nice pour imaginer que le mouvement social allait enfanter naturellement de candidat-e-s et, qui sait, trouver peut être une solution pour la présidentielle... C'est oublier que Pablo Iglésias et ses amis n'ont pas surgi par hasard du fin fond d'une place, qu'elle soit occupée ou non. La pérennité des partis politiques que traduit, pour partie, l'émergence de Podemos n'est pas le résultat la dynamique du mouvement social espagnol mais plutôt le produit de la difficulté à faire émerger du neuf...

La résonnance politique de ce mouvement

Ce mouvement social est donc, aussi, à analyser de manière politique. C'est contre une loi de régression sociale, d'essence fondamentalement néolibérale, portée par un gouvernement se revendiquant comme socialiste, que se sont levés des millions de salariés. La rupture est ainsi définitivement actée entre la gauche et le parti socialiste (la « droite complexée » comme l'avait définie Lordon dans un article du Monde Diplomatique d'avril 2013). Ainsi se termine le cycle initié par les premières mesures austéritaires de 1983. Le parti socialiste, et ce ne sont pas quelques frondeurs et opposants de gauche « patentés » qui infirment le constat, est définitivement acquis au thèses néolibérales. Il avait fallu un congrès (celui de Bad Godesberg) au SPD allemand pour acter l'abandon de toute perspective de sortie du capitalisme ; il aura fallu une lente « dérive » de trente ans aux socialistes français pour assumer cette évolution. Il se disait autre fois qu'au PS on gagnait les congrès sur une ligne de gauche pour mieux gouverner à droite. Il n'est plus besoin aujourd'hui de faire le grand écart : les socialistes sont sociaux-libéraux et le revendiquent. Et comme tous les traitres, les renégats, pour mettre en scène leur allégeance, font du zèle ; prenant même la droite politique à revers au travers de mesures économiques et sociales qu'elle même n'aurait imaginé

pouvoir mettre en œuvre. Et pourtant, il est où le million d'emplois promis par le Medef contre des dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux ? Les seuls résultats, ce sont la précarisation généralisée des salariés et l'ubérisation programmée de la société. La fracture entre l'électorat de gauche et les socialistes (et leurs alliés) est profonde et chaque élection montre, chaque fois un peu plus, que celle-ci va, inéluctablement, devenir définitive. Mais le mal est encore plus profond. A la conversion économique néolibérale et la mise en place d'une politique économique qui fait la joie du patronat (du « gattaz » à tous les étages...) et des libéraux de tous poils, il faut ajouter les reniements en termes de libertés publiques avec les projets de déchéance de nationalité (rêvés par le Front National) ou bien encore la remise en cause des libertés publiques avec l'état d'urgence sous le prétexte, fallacieux, de lutte contre le terrorisme (bien réel, lui). Dans ce contexte, le recours à l'article 49 alinéa 3 de la constitution n'est que la traduction parlementaire de la volonté d'Hollande et du gouvernement de réduire au silence tous ceux et celles qui s'opposent à lui.

Pas de grève générale mais pas de défaite en rase campagne pour le mouvement social. Le 49-3 du gouvernement Hollande/Valls permet une improbable « Paix des braves » : « on » a pas été battus à la loyale pour cause de 49-3 / « je » n'ai pas cédé à la rue grâce au 49-3.

Sauf surprise à l'automne, ce n'est pas dans la rue que se jouera le bras de fer entre le mouvement social et la gauche dite de gouvernement mais... dans les urnes. Et là, rien n'est encore écrit. Le Front National, disent en chœur tous les analystes bien pensants, tirerait les marrons du feu. Ce « diable de confort » est un parfait épouvantail destiné à faire rentrer au bercail ces syndicalistes, devenus électeurs pour l'occasion.

Voyez ce qui vous attend demain si vous votez mal argumentent les « stratèges » de la rue de Solférino : au mieux la droite, qui a un programme de destruction sociale massive, revient (en filigrane : ce que, nous, on fait actuellement, c'est vous protéger dans le long terme - Les mesures douloureuses d'aujourd'hui préparent les redistributions de demain) et au pire, c'est l'arrivée au pouvoir de la droite xénophobe, raciste et autoritaire version FN. Soyez lucides, braves syndicalistes. Nous sommes là pour vous protéger contre l'ogre libéral et ses sbires.

Mais ce qui incontestablement aura marqué le moment fort que nous venons de traverser est le silence, assourdissant, de ceux, partis politiques à la gauche du PS, qui veulent changer le monde. Bien sûr il y a eu les soutiens au mouvement, la dénonciation de ce que faisaient le gouvernement la droite, le Medef; certains ont même jugé utile de dire aux syndicats ce qu'il fallait faire... Mais aucune initiative politique n'a vu le jour durant ces mois de mobilisations. C'est incompréhensible. N'était ce pas le moment d'affirmer qu'il existait une alternative au social libéralisme? D'énoncer une dizaine de mesures d'urgence, lisibles et valables pour tou-te-s que prendrait un vrai gouvernement de gauche? Si le moment politique que nous vivons prêtait à sourire, nous dirions que les partis ont respecté, à la lettre, la charte d'Amiens sur la séparation des rôles entre syndicats et partis...

Donc, quelle alternative?

Le Front de Gauche est mort, il n'a pas survécu aux échéances électorales, victime des errements sur le terrain de ceux qui veulent sauver leur « train de vie » (des locaux, des permanents) au détriment de la lisibilité politique. Les écologistes sont moribonds, écartelés entre l'appétit du pouvoir de certain-e-s et une base radicalisée sur le terrain. Le NPA, bien loin de l'espoir qu'il avait fait naître d'être radical et de masse, est drapé dans un positionnement qui fleure bon le trotskisme version « on est peu nombreux, mais on a la vérité ».

Et puis, il y a Mélenchon et « ses » insoumis qui tentent le dialogue direct, au delà des partis et organisations, avec le peuple. Populisme ou intelligence de la période ? La question mérite d'être posée mais pas trop longtemps. Des exemples récents de prolongation, indirecte mais bien réelle, de mouvements sociaux dans des processus électoraux sont aussi à noter : c'est l'exemple de Podemos ou des coalitions locales (Madrid, Barcelone, Saragosse) en Espagne qui sont les « enfants » du M15 et des Indignés ; ou bien encore de la mobilisation dans le cadre de la primaire démocrate derrière Bernie Sanders aux Etats Unis dont le lien avec « Occupy Wall Street » peut être fait sans (trop) risquer le contresens...

Mais, quelque soient les nuances à apporter dans l'analyse, il nous faut aujourd'hui avancer vite tellement il ne nous

reste que peu de temps avant le rendez-vous habituel qui structure, qu'on le veuille ou non, la vie politique institutionnelle française : l'élection présidentielle. Tout en sachant que derrière cette élection, il y en a d'autres, plus proches du terrain, les législatives dont nous aurions tort de nous désintéresser.

Quant au « fameux » troisième tour social, nous sommes en plein dedans...